

Chronique de la gauche de gauche

Un été de (bonnes) rencontres

Pour le parti socialiste, le réveil après les élections européennes a été douloureux. Au-delà de la perte d'un nombre non négligeable d'élus – ce qui n'est jamais une sinécure pour un parti qui a cessé depuis longtemps d'être un parti de militants pour vivre, dans tous le sens du mot, de son capital électoral¹ – la défaite a suscité un débat très dur au sein du parti, certains n'hésitant pas à jeter l'enfant avec l'eau du bain en allant jusqu'à préconiser la disparition pure et simple du parti sous sa forme actuelle, esquissant une sorte de scénario à l'italienne pour aller vers une formation qui abandonnerait jusqu'à la référence socialiste au profit d'une fusion avec le centre (le Modem de François Bayrou en l'espèce).

À gauche de la gauche, ce n'est pas tant le total des suffrages obtenus par les divers candidats s'en réclamant qui a fait l'objet de débats. Au Front de gauche, c'est plutôt la satisfaction qui domine, alors que le NPA essaie de faire bonne figure, ce qui n'est pas tout à fait sans fondement

LOUIS WEBER

puisque le résultat final (4,88 %) est sensiblement supérieur à celui des listes LCR-Lutte ouvrière en 2004 (2,54 %). Ce qui conduit, d'ailleurs à s'interroger sur ce qui est considéré aujourd'hui comme « un bon résultat ». En effet, les listes du Front de gauche n'ont pas fait sensiblement mieux, en moyenne, que celles du parti communiste, élargies à des militants extérieurs, en 2004.

C'est surtout la comparaison NPA-Front de gauche qui a fait l'objet de réflexions et de déclarations. Du côté du parti communiste, c'est évidemment la satisfaction. Une revue de presse interne, sous le titre significatif de « Le face-à-face NPA-Front de gauche », note ainsi que « Olivier Besancenot, qui apparaissait encore il y a quelques semaines comme le fédérateur de la gauche extrême, a désormais sur sa route un obstacle nouveau avec un parti communiste revenu à la vie, grâce aux qualités tribunitiennes du sénateur Mélenchon. Pour [Pascal] Perrineau, « la vieille famille communiste

1. On relira avec profit à ce sujet: F. Sawicki, R. Lefebvre, *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

élargie et relookée du Front de gauche a su imposer la tradition par rapport à l'entreprise de renouvellement que tentait de porter le Nouveau parti anticapitaliste ». Jean-Marie Colombani remarque que « la bataille à la gauche de la gauche s'est soldée par la victoire de Jean-Luc Mélenchon qui redonne vie et couleur à un PCF jusqu'alors moribond ». Sur la forme, le sigle NPA sonne bien, comme celui de Modem. Mais le contenu est moins alléchant. Il réactualise le combat anticapitaliste d'antan. Les solutions préconisées par l'extrême gauche sont perçues comme des remèdes pires que le mal, la traduction électorale ne suit pas².

Jean-Luc Mélenchon remarque de son côté³ qu'il y a eu « un effet électoral, qu'il faut examiner dans une vision dynamique. L'avantage pour nous, cela a été l'existence d'électeurs mouvants, qui échappent à la stabilité du rapport gauche-droite. J'ai ressenti cela très fort au cours de la campagne ». Pour lui, une des explications tient au fait que « les politiques libérales ont révolutionné la société et bouleversé les rapports en son sein. Il nous faut donc apprendre à penser les catégories de façon dynamique ». La réflexion sur le PC en est un exemple: « Pour les technocrates, il ne fait plus que 1,8 % des voix, avec en plus quelques clientèles locales. Or, c'est un parti très complexe, qui a connu des échecs, avec des blessures, mais aussi avec un esprit de parti. Ses militants

sont "éduqués à reprendre le terrain". » S'ajoute à cela, selon lui, « l'énorme famille des ex [du PC], une forme d'élite humaine, blessés du communisme mais toujours capables de penser le monde ». Quand il a quitté le PS, il « aurait voulu faire un parti avec le PC », mais ils ont refusé. Il continue cependant à croire à la pertinence d'un axe stratégique: un lien fort avec la direction du PC pour produire un « effet de catalyse ». Il est vrai que la forme choisie (Front de gauche) garde jusqu'ici un pouvoir attractif certain. En témoigne par exemple le fait que Martine Billard, député des Verts, ait quitté ce parti pour se rapprocher du Parti de gauche, qu'elle souhaiterait d'ailleurs voir rebaptisé en « Parti de gauche et écologiste ». Preuve que les choses bougent aussi à la gauche de l'écologie politique, certes. Mais aussi que les partenaires du Front de gauche sont en train de réussir leur mutation écologique, ce qui n'était pas acquis d'avance pour le parti communiste notamment, longtemps brocardé pour ses positions productivistes et son soutien sans faille au nucléaire. De ce point de vue il peut paraître tout aussi surprenant de voir un groupe comme le Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) envisager de « nouer des alliances avec le Front de gauche » pour se développer et notamment pour être présent aux élections régionales⁴.

Côté NPA, le débat a été vif, à en juger par ce qui est accessible au public, c'est-

2. Bulletin InfodocCom/Idées/Europe, n° 14, 12 juin 2009

3. Entretien avec l'auteur, 8 juillet 2009.

4. Laure Noualhat, « Moins de tout et plus de cogitation pour les objecteurs de croissance », *Libération*, 8 août 2009.

à-dire essentiellement les blogs des militants. Il était d'ailleurs déjà largement entamé avant les élections européennes elles-mêmes, avec le départ de Christian Piquet et de ses amis, pour créer la Gauche unitaire, devenue rapidement la troisième composante du Front de gauche avec le PC et le PG. Un article du *Monde* cite ainsi un cadre départemental de la CGT dans les Bouches-du-Rhône, membre du Conseil politique national du NPA, pour qui « le score obtenu n'est pas digne du projet qui était celui du NPA : faire un grand parti de masse et de classe. La direction n'a tiré aucune leçon et va recommencer les mêmes conneries aux régionales⁵ ». Le même article fait dire à ce militant « qu'il est las d'entendre ses camarades dénoncer "la trahison des bureaucrates syndicaux" comme de la volonté de la direction de "doubler les syndicats" en appelant à organiser des "marches régionales contre les licenciements" ». On sait aujourd'hui que ce sentiment est largement partagé au sein de la CGT, celle-ci venant d'annoncer qu'elle refusait pour ces raisons de participer cette année à l'université d'été du NPA⁶, au motif que « le NPA comme Lutte ouvrière [...] prétend donner des leçons aux responsables syndicaux, voire même se substituer aux syndicats dans leurs responsabilités d'assumer la défense des salariés et la conduite des luttes ».

Ces prises de position ne préjugent évidemment pas de la réalité des débats dans les instances dirigeantes. Alain Krivine⁷ ne croit pas qu'il y ait eu hémorragie de militants. Pour expliquer ce qui est malgré tout une déception, il a recours après d'autres à un argument devenu rituel dans le champ politique : « Nous nous sommes mal expliqués [à propos du parti socialiste]. » Ce qui a « permis au Front de gauche d'incarner l'unité, qui est évidemment une aspiration forte. Est-ce que cela a provoqué des départs chez nous ? Sans doute, mais pas nombreux. Nous avons toujours du mal à déterminer le nombre de nos adhérents. Nous avons 525 comités mais tous n'ont pas encore pris l'habitude de faire remonter informations et cotisations, surtout là où il n'y a pas de militants de l'ancienne LCR. En revanche, les meetings marchent bien (500 participants chez les Continental, avec Olivier Besancenot) ». S'agissant des résultats eux-mêmes, l'hebdomadaire du NPA, *Tout est à nous*⁸, faisait dès le 9 juillet et sous le titre « Il y a une pénétration du NPA en milieu ouvrier », une large place à une étude de l'Ifop, « très instructive », sur les résultats comparés du NPA et du Front de gauche aux élections européennes. L'hebdomadaire met en exergue deux phénomènes qui n'en font qu'un, d'une certaine façon : « Le NPA dispose de l'électorat le plus jeune » (la tranche la plus fournie est

5. Sylvia Zappi, « Des cadres du NPA démissionnent au lendemain d'un scrutin européen qui n'a pas répondu à leurs espoirs », *Le Monde*, 28 juin 2009.

6. R. Barroux, « Agacée, la CGT n'ira pas à l'université d'été du Nouveau parti anticapitaliste », *Le Monde*, 10 août 2009.

7. Entretien avec l'auteur, 15 juillet 2009.

8. *Tout est à nous*, n° 16, 9 juillet 2009, disponible sur le site du NPA : www.npa2009.org

celle des 30 à 49 ans, avec 44 % des électeurs ayant voté NPA, alors que pour le Front de gauche, c'est celle des 50 à 64 ans avec 29 % du total); « des retraités très présents dans l'électorat du Front de gauche » (43 % contre 10 % pour le NPA). Et, cerise sur le gâteau, 8 % d'ouvriers dans l'électorat du Front de gauche contre 22 % pour le NPA.

Il reste que la satisfaction affichée par les uns et la déception des autres peuvent étonner si on ne les replace pas dans la dynamique de la campagne, et notamment des attentes que les sondages ont pu préformater chez les uns et les autres. Si on compare avec les résultats des mêmes élections, on constate que les listes du parti communiste (qui étaient déjà des listes d'ouverture) ont obtenu 5,25 % des suffrages en 2004 (à quoi il faut ajouter 1,35 % pour les listes comparables outre-mer). Ce résultat est passé à 6,05 % avec l'apport des alliés du Front de gauche (plus 0,42 % outre-mer), ce qui peut être considéré comme relativement faible, sans commune mesure en tout cas avec une certaine euphorie que l'on a pu percevoir. Le NPA, de son côté a obtenu seul 4,88 % en 2009 contre... 2,56 % en 2004, alors qu'il avait fait listes communes avec Lutte ouvrière. Cette vision un peu déformée des résultats effectifs doit certainement beaucoup à l'évolution des sondages. En février et mars 2009, la plupart des instituts de sondage voyaient le NPA rassembler 8, voire 9 % des sondages (Ifop et Ipsos par exemple), alors que le Front de gauche était crédité au mieux

de 6 à 6,5 %, et même de seulement 3 % (CSA en mars). L'inversion de tendance s'est produite au cours du dernier mois avant l'élection, le NPA tombant à 6 % alors que le Front de gauche passait de 5 à 7 %. Cette nouvelle pente allait se confirmer au cours de la dernière semaine (4,88 % pour le NPA et 6,47 % pour le Front de gauche, en comptant l'apport de l'outre-mer où le Front de gauche ne présentait pas de liste en son nom propre mais appelait à voter pour l'Alliance des Outre-mers). S'ajoute à cela l'effet du mode de scrutin⁹, qui a permis à Marie-George Buffet de dire dès le soir des élections que le Front de gauche allait probablement « doubler le nombre de ses députés ». Formule choc, mais arithmétiquement exacte (4 sièges au lieu de 2 en métropole), qui a pu faire oublier la quasi-stagnation du pourcentage des voix !

Des rencontres nombreuses

Sentiment d'être en position de force pour les uns et, par conséquent, volonté de tirer parti très rapidement de l'avantage (temporairement) acquis, interrogations sur la stratégie pour les autres ont fait que les réunions se sont multipliées dans les semaines qui ont suivi les élections européennes. Objec-

9. Avec 6,47 % des voix, le Front de gauche et son allié ultramarin obtiennent 5 sièges sur 72, soit 6,94 %. La répartition des restes lui a donc été nettement plus favorable qu'en 2004 (3 sièges sur 78, soit 3,84 % des sièges pour 5,88 % des voix). Comme quoi, le changement de scrutin intervenu en 2004 (8 circonscriptions au lieu d'une seule) peut ne pas jouer toujours dans le même sens défavorable aux « petites » listes.

tif commun : tenter de capitaliser enfin, à l'occasion des régionales et après que la tentative a échoué à des degrés divers à l'élection présidentielle de 2007 et aux européennes de 2009, les 10 ou 15 % de voix que les sondages promettent régulièrement, en tout cas depuis le succès du non au référendum sur le projet de traité constitutionnel européen en 2005, à la gauche de la gauche et qu'elle n'atteint jamais du fait (l'hypothèse reste cependant à vérifier) de la multiplication de ses candidats, que le scrutin soit nominal ou de liste.

Pour Jean-Luc Mélenchon, « le NPA opte pour une logique unitaire... où ils amènent leurs positions », au lieu de rechercher un compromis. Il a appelé le NPA tout de suite après les européennes mais précise que la demande était réciproque. Il décèle « un pas en avant : pour le deuxième tour [des régionales], le NPA ne parle plus seulement d'accord technique mais de "fusion démocratique"¹⁰ ». Si avec le PC, il y a accord sur le fait que le « système "Front de gauche" » est valable pour toutes les élections », c'est moins net avec le NPA : avec eux « on en est au "Front durable" ». Mais avec le PC aussi, des ambiguïtés subsistent. Il a renvoyé à son Conseil national d'octobre 2009 les décisions définitives. Il y a en effet une contradic-

tion possible entre la volonté de sauver « les élus en même temps que la cohésion du parti, voire le parti lui-même à en croire Marie-George Buffet » et la constitution, dans toutes les régions de « listes autonomes de l'autre gauche »¹¹, sans parler des discussions sur la fusion des listes après le premier tour et, par conséquent, sur un éventuel accord de gestion au niveau de la région (comme c'est le cas aujourd'hui dans la plupart des régions dirigées par la gauche, avec tous les bénéfices afférents pour les élus concernés de l'autre gauche).

De son côté, le NPA a rencontré tous les partis après les élections européennes : LO, le PC, le PG, la Fédération, les Verts, les Alternatifs. La discussion a porté sur les enseignements à tirer des élections européennes et sur les élections régionales de 2010. Renouant avec une tradition ancienne, des communiqués ont été publiés. Il y a même eu des conférences de presse communes dans la plupart des cas (le parti communiste n'a pas voulu le faire avec le NPA) : une nouveauté à gauche de la gauche (on peut y voir une concession à la politique « spectacle »). Alain Krivine résume ainsi la position qui a été celle du NPA dans ces contacts : il faut

10. On peut rappeler ici que l'argument le plus couramment utilisé par le NPA pour refuser les listes communes pour les européennes était qu'il ne voulait pas s'engager avec des forces (le parti communiste et le Parti de gauche) qui, disait-il craindre, ne manqueraient pas de faire liste commune aux régionales (au deuxième tour en tout cas) avec le parti socialiste et ses alliés (dont, éventuellement, le Modem).

11. C'est le label utilisé au Parti de gauche, où on ne parle guère de « gauche de la gauche ». L'autre gauche, c'est une « masse de gens, y compris au sein du PS », quasiment synonyme de « gauche de transformation », sous-entendu sociale et écologique. Cf. par exemple l'entretien de l'auteur avec Jean-Luc Mélenchon, déjà citée, ou les déclarations d'Éric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche, à propos des rencontres du mois de juin entre le PG d'une part, le NPA, le PCF et les Alternatifs d'autre part (sur le site du Parti de gauche : www.partidegauche.org).

reprendre l'offensive, l'unité doit être « durable », il faut combiner action et élections. Y a-t-il eu changement après le résultat des européennes notamment au regard des alliances possibles ? « Nous avons raison sur le fond mais les gens ne nous ont pas compris. » Il pense, en effet, que « la social-démocratie est dans l'impasse. Le capitalisme ne cède plus rien dans la phase actuelle. Il n'est donc plus possible de lui arracher des mesures, comme ce fut le cas pendant longtemps. C'était le fonds de commerce des socialistes. Qui, du coup, se sentent démunis et sont incapables de produire des idées et de définir une politique alternative qui se distingue de celle de la droite ».

Pour lui, les contacts pris par le NPA permettent de résumer la situation ainsi : « Lutte ouvrière s'isole. La réunion avec eux a été très dure, il n'y a rien de nouveau chez eux. Ils n'ont pas pris de décision encore mais nous accusent de "trahir" en étant "avec Mélenchon". Avec le PC, un communiqué commun a été adopté sur la politique de Sarkozy, les luttes, la nécessité de l'unité pour les élections. Pour eux, il n'y a pas refus *a priori* de listes avec le PS mais ils ne prendront position qu'en octobre. La Fédération (pour une alternative sociale et écologique) est un peu dans le trou. Ils suivent les débats avec intérêt mais n'ont pas encore adopté de position. La seule chose claire : ils n'ont pas de préalable (alors que le PC ne les veut pas dans les discussions). En fait, il y a beaucoup de flou. Par exemple, Stéphane Gatignon, le maire de Sevrans, a signé le texte proposé par

Robert Hue¹². C'est une démarche qui vise au rapprochement entre le PC et le PS. Il est pourtant à la Fédération ! Les Alternatifs (qui ont quelques élus dans les régions) sont divisés entre eux, penchant à moitié vers les positions du NPA et à moitié vers celles du PG. »

Pour la rencontre NPA/Parti de gauche, « Jean-Luc Mélenchon a fait venir la presse en grande formation. Un communiqué commun a été adopté. Mais sur la question essentielle des alliances aux régionales, nous avons choisi de rédiger deux paragraphes distincts donnant la position de l'une et l'autre des organisations. Nous ne voulons pas de fusion des listes pour le deuxième tour, au sens habituel. Nous refusons notamment tout engagement à voter le budget par exemple. Mais nous sommes favorables à des fusions techniques : composer des listes au second tour au *pro rata* des scores du premier¹³ ».

Accords et désaccords

Les divers communiqués permettent de se faire une idée des points d'accord au sein de la gauche de la gauche et de ce qui reste en débat, et fera par conséquent l'objet des discussions des prochains mois.

12. Voir Jean-Michel Normand, « Robert Hue, nouvelle coqueluche d'un PS en détresse », *Le Monde*, 12 juillet 2009.

13. Rappel : pour les élections régionales, seules les listes ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés au premier tour peuvent se maintenir au second tour de scrutin et éventuellement fusionner avec les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages.

Le communiqué NPA/Parti de gauche permet de cerner une partie des désaccords. Les deux formations estiment « indispensable d'unir les forces de gauche et des écologistes qui rejettent la logique du système capitaliste aux élections régionales [...] ». [Elles] se prononcent au premier tour des régionales pour un accord national pour les 21 régions hexagonales sur des listes autonomes indépendantes associant les forces qui composent aujourd'hui le Front de gauche comme le PCF et le Parti de gauche et le NPA, LO, Alternatifs, Alterekolo et les autres courants qui sont dans la Fédération, militantes de quartiers ou du mouvement social. Le NPA les nomme "forces anti-capitalistes", et le PG "l'autre gauche". [Ces listes] seront autonomes et indépendantes du PS et des listes de type Europe Écologie. Au second tour, les listes soutenues par le Parti de gauche et le NPA se battront pour faire gagner la gauche et empêcher que des régions basculent à droite. Pour cela, les deux organisations se prononcent d'ores et déjà pour des fusions "techniques" ou "démocratiques" des listes de gauche à l'exception de tout accord incluant le Modem.

Pour le NPA, au sein de l'institution, les élus de ces listes conserveront leur liberté totale de vote et refuseront d'accepter des mesures et des budgets défavorables aux travailleurs et à la population. [...] [Ils] refuseront de contracter des accords de gestion avec les dirigeants du PS et d'Europe Écologie ».

Ce sont donc surtout le Parti de gauche, d'une part, (il ne semble pas y

avoir eu de réunion officielle du Front de gauche depuis les élections européennes, en tout cas, aucun compte rendu n'a été publié), le NPA d'autre part, qui se sont beaucoup exprimés depuis un mois sur ces questions. Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'elles n'ont pas été discutées par les autres, et notamment par le parti communiste. Son Conseil national s'est réuni les 19 et 20 juin 2009. Bernard Calapuig, un des leaders des communistes unitaires, relève, pour s'en féliciter, que l'ancienne séparation (et hiérarchie!) entre le social et le politique est sans doute en train d'être dépassée au sein du PCF. Cette séparation ignore « l'imbrication croissante de l'économie, du politique, du social, du culturel [qui] interdit de penser séparément chaque domaine et que la rencontre sur un pied d'égalité entre militants politiques, associatifs, syndicalistes, citoyens est plus indispensable que jamais pour produire du projet et le porter ensemble jusque dans les institutions »¹⁴. Le Conseil national a, en effet, pris « l'initiative d'ouvrir un espace de débat en présence de représentants des mouvements sociaux ». Bernard Calapuig espère, sans cependant se faire trop d'illusions, que cela pourra dorénavant se faire autrement « que dans une posture de ralliement (soutien à des candidats, à des propositions) » et que « les citoyens [qui] décident en toute autonomie de se mêler de politique » cesseront d'être considérés comme « des *mouvementistes*, à savoir des individus peu fréquentables ». Renoncer à quelques

14. Interview de Bernard Calapuig dans *Cerises, Rouge, Aigre-Doux*, n° 40, juin 2009.

exclusives à l'égard de certaines composantes du mouvement social, notamment de la Fédération, serait évidemment un signe tangible de changement.

À ce même Conseil national, le débat autour de la question clef : « Alliance de premier tour avec le PS ou convergence de la gauche d'alternative pour de nouvelles politiques régionales, puis fusion au deuxième tour des listes de gauche ? », n'a été que partiellement abordé. Il sera tranché en octobre. Comme le disent les « unitaires »¹⁵, « le noyau dirigeant (*sic*) oscille entre les deux formules : considérer le Front de gauche comme une « construction originale mariant positivement rassemblement et identité communiste » ; ou « stratégie des fronts permettant des alliances à la carte en fonction des régions : ici avec le PS au premier tour, là non... ». On voit bien que c'est l'avenir du Front de gauche qui est en jeu. La deuxième formule serait, en effet, de revenir à l'ancienne alliance avec le PS, comme elle a existé avec la « gauche plurielle ». La première permettrait au contraire d'élargir le Front de gauche, en l'ouvrant à d'autres forces sociales et politiques.

On comprend donc l'insistance mise par les partenaires potentiels du PCF sur « un accord national pour les 21 régions hexagonales sur des listes autonomes indépendantes » de la gauche de la gauche.

Au moment où chacun tient, sous une forme ou une autre, universités ou réunions d'été, nul doute que cette question des alliances sera au centre des

débats, en même temps bien sûr que les propositions programmatiques à élaborer en commun pour pouvoir appliquer un programme alternatif dans le plus grand nombre. Pour cela, « le plus sûr moyen consiste, à placer ces listes en tête des listes de gauche au soir du premier tour »¹⁶, évidemment. ■

15. *Cerises, op. cit.*

16. Communiqué commun NPA/Front de gauche, *op. cit.*